



ENTREPRENEURS DE PROGRES

Revue de presse

Jeudi 07 mars 2019

*Mobile: 0770 88 90 80
Lotissement Sylvain Fourastier
N°08 El Mouradia, Alger
Mobile: 0770 88 90 80
communication@fce.dz
www.fce.dz*

SOMMAIRE

A la une	3
• Industrie automobile : 2019, année de l'exportation (El Moudjahid).....	3
• Accréditation: vers la mise en place de 240 laboratoires pluridisciplinaires d'évaluation de la conformité (APS)	4
• Forum algéro-américain sur l'énergie, aujourd'hui et demain, à Houston (Texas): Booster le partenariat entre les deux parties (Le Maghreb)	6
• Lafarge-Holcim Algérie exporte 10.000 tonnes de ciment blanc vers l'Afrique du Sud (APS)	7
Banque/bourse/Assurance	8
• Al Baraka Bank : des crédits automobiles financés jusqu'à 90% (Algérie Eco).....	8
Veille	9
• OCDE: la croissance mondiale atteindra à 3,3% en 2019 (APS)	9

Industrie automobile : 2019, année de l'exportation (El Moudjahid)

L'Algérie prévoit l'exportation des véhicules montés localement au courant de l'année 2019, de fait qu'actuellement plusieurs usines représentants de grandes marques automobiles ont été installées depuis 2014, suite à l'arrêt des importations automobiles, c'est ce qu'a indiqué le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, cité par l'APS, lors de sa visite de travail dans la wilaya de Skikda.

Cette exportation est devenue possible après que les unités d'assemblage, près de dix, ont augmenté la cadence de production au fil des années. Chaque industriel consacrera une partie de sa production pour l'exportation, une exportation ciblée. La cible est principalement africaine. La stratégie d'exportation des véhicules sera tournée vers les pays subsahariens, du Maghreb ainsi que d'autres pays africains dont le besoin d'acquisition des véhicules est grandissant. Le lancement du processus d'exportation des véhicules « made in bladi » ne pourrait se réaliser sans l'existence d'une solide plateforme industrielle dédiée au secteur de l'automobile qui connaît une réelle évolution en Algérie « l'Algérie dispose d'une base industrielle lui permettant de franchir cette étape, et ce à travers les projets sidérurgiques en cours et les différentes usines produisant la matière première entrant dans la fabrication de véhicules ». L'exportation des véhicules assemblés seront d'un grand apport à la diversification de l'économie nationale et permettront une entrée substantielle en matière de devises. Le ministre affirmera que tous « les indices attestent que les unités de l'industrie automobile peuvent fabriquer les équipements électroniques ». Cette importante base industrielle entre dans le processus de fabrication de véhicules et la compétitivité entre les investisseurs contribuera à la réduction des coûts des voitures, a estimé le ministre, ajoutant que son département ministériel accorde une importance capitale à la qualité, la transparence et l'exportation. Sur un chapitre, celui de l'industrie textile, le ministre a souligné que le projet du complexe des textiles de Relizane contribuera « grandement » à la concrétisation de l'opération de fabrication de véhicules, car comprenant 10 usines dont la première (usine) devra être mise en service « fin 2019 où début 2020 » avec la création de 10.000 postes de travail et des perspectives d'ouvrir 25.000 emplois au fur et à mesure de l'ouverture des restant des usines. Ce complexe « le plus grand en Afrique » exportera 60% de sa production, a ajouté le ministre de l'Industrie et des Mines. Le membre du gouvernement a saisi l'occasion pour lancer une invitation aux industriels et opérateurs privés pour s'introduire et investir davantage dans le secteur des mines. « Les opérateurs se doivent d'investir le domaine de l'exploration des métaux au regard de l'importance des ressources en métaux précieux du pays et les grandes retombées pour

l'économie nationale», lancera le ministre. «L'investisseur algérien a certes peu d'expérience dans le domaine de l'exploration mais peut faire appel aux ingénieurs en géologie et cadres annuellement formés par l'université algérienne», a ajouté le conférencier. M. Yousfi a considéré la wilaya de Skikda comme l'une des rares wilayas renfermant de grandes ressources minérales d'or, d'argent, de cuivre, de cobalt, de mercure et autres métaux. Le ministre de l'Industrie et des Mines a affirmé par ailleurs que notre pays commencera dans trois ans à exporter du marbre et souligné que nous possédons des carrières de marbres à Skikda, Oran, Guelma, Constantine et Tlemcen.

Importantes réserves de marbre

M. Yousfi a déclaré que son département œuvre actuellement «à encourager les entreprises à relever la production pour couvrir les besoins du marché national et exporter le surplus» surtout, a-t-il soutenu, que «le pays possède d'importantes réserves et une marbre de haute qualité». De nouvelles entreprises sont entrées en activités à Oran, Guelma et Tlemcen outre la réouverture de la mine d'Ain Smara (Constantine), a révélé le ministre qui a précisé concernant la mine de marbre de Filfila (Skikda) que son département envisage de faire appel à des techniciens étrangers pour septupler la production de la mine estimée actuellement à 12.000 m³ surtout «que son marbre est d'une qualité reconnue à l'échelle internationale». La wilaya de Skikda est riche en ressources minières dont les métaux nobles à l'instar du mercure, de l'argent, du nickel, du cobalt, du plomb et de l'or et a le potentiel pour la relance économique de ces activités, a fait savoir M. Yousfi qui a estimé que l'Algérie possède une base industrielle non négligeable de 1.500 entreprises industrielles. Il a ainsi fait état de prévisions de production en 2019 de 6 millions de tonnes de fer et d'acier par les six sociétés en activités et de 16 millions de tonnes dans 10 ans grâce à l'entrée en activités de 10 autres usines en cours de réalisation. «La sidérurgie apportera au pays des revenus en devises de 300 millions de dollars d'ici fin 2019 et 1 milliard de dollars dans quelques années», a déclaré le ministre qui a assuré que le pays entamera cette année l'exportation de voitures.

Accréditation: vers la mise en place de 240 laboratoires pluridisciplinaires d'évaluation de la conformité (APS)



L'Organisme algérien d'accréditation (Algerac) a élaboré une feuille de route axée notamment sur la mise en place de 240 laboratoires pluridisciplinaires d'évaluation de la conformité, accrédités, a indiqué mardi à Alger, son directeur général, Noureddine Boudissa.

"L'Algérie qui dispose d'importantes capacités d'exportation, manque toutefois d'outils d'évaluation de la conformité (..). Pour conquérir les marchés extérieurs, il faut disposer d'un réseau pluridisciplinaire d'organismes d'évaluation de la conformité. C'est à ce titre que nous avons proposé aux Pouvoirs publics, de mettre en place 240 laboratoires pluridisciplinaires, accrédités par notre organisme", a indiqué M. Boudissa lors de son passage au Forum du quotidien "El Moudjahid".

La mise en place de ce réseau pluridisciplinaire d'organismes d'évaluation de la conformité, composé de 240 laboratoires accrédités par Algerac, s'inscrit, a précisé le même responsable, dans le cadre d'une feuille de route validée par les Pouvoirs Publics.

Sur ces 240 organismes d'évaluation, Algerac a recommandé la mise en place de 50 laboratoires pour assurer le contrôle de la conformité des produits agricoles et agro-alimentaires, a-t-il indiqué.

"Nous avons estimé qu'il faut établir 50 laboratoires pour contrôler les produits agricoles et agro-alimentaires. Ce réseau est en train d'être créé, et ce, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture et du développement rural et de la pêche", a souligné le même responsable.

Il est également question, a-t-il poursuivi, de mettre en place pas moins de 20 autres organismes d'évaluation de la conformité des pièces de rechange, d'autant que le pays œuvre à mettre en place une industrie mécanique solide.

"Nous avons également proposé de mettre sur pied un laboratoire d'homologation des véhicules. Il faut qu'on évite la pratique ancienne et de se contenter des documents fournis par le constructeur. Cette politique doit changer", a-t-il ajouté.

Algerac a, par ailleurs, recommandé de créer un réseau de 20 laboratoires de référence à l'effet de contrôler les médicaments.

Et pour encourager davantage la production nationale de textile et cuir, il est impératif de créer un réseau de laboratoires et organismes pour évaluer les produits qui versent dans ce domaine.

D'autres laboratoires de conformité devraient être mis en place, et ce, dans l'immédiat.

"Tout ce réseau composé de 240 laboratoires de conformité doit être mis en place dans l'immédiat. C'est une nécessité absolue. On a accusé beaucoup de retard en la matière", a indiqué M. Boudissa.

En outre, Algerac préconise la révision de la réglementation technique nationale, pour se mettre au diapason des mutations économiques mondiales.

La réglementation nationale doit être révisée pour qu'elle soit en conformité avec les enjeux économiques actuels", a indiqué le premier responsable d'Algerac.

Forum algéro-américain sur l'énergie, aujourd'hui et demain, à Houston (Texas): Booster le partenariat entre les deux parties (Le Maghreb)



Alors que le projet de loi relatif aux activités nucléaires vient juste d'être présenté à l'Assemblée populaire nationale (APN), visant à définir le cadre législatif et réglementaire des activités liées à la recherche, la production et la création d'une Autorité gouvernementale qui sera chargée de cette mission, une délégation algérienne conduite par le ministre de l'énergie, Mustapha Guitouni doit participer à l'édition 2019 du Forum algéro-américain sur l'énergie, prévu ce jeudi et demain vendredi à Houston (Texas) aux Etats-Unis.

Ce Forum est organisé sous le signe du renforcement des relations énergétiques entre les deux pays. L'axe principal sur lequel sera basée ce Forum 2019 est les possibilités d'accroître le partenariat énergétique entre l'Algérie et les États-Unis, et de renforcer leurs liens commerciaux dans ce secteur stratégique.

Organisée par USABC, avec le soutien de l'ambassade d'Algérie à Washington, l'édition de cette année verra la participation de plusieurs responsables du secteur de l'Énergie des deux pays. Les organisateurs annoncent la participation du ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, et des P-DG des groupes Sonatrach et Sonelgaz. Côté américain, il y aura la participation du sous-secrétaire adjoint à l'Énergie, chargé du Pétrole et du Gaz au département américain de l'Énergie, Shawn Bennet, des responsables du département d'État en charge de l'énergie et de plusieurs compagnies pétrolières américaines.

On constate bien que depuis 2010, il y a une baisse remarquable de l'investissement énergétique américain.

En effet, les investissements des compagnies pétrolières américaines, dont la présence est notoire en Algérie, ont enregistré une baisse significative, ces dernières années, reculant à 100 millions de dollars en 2015, après avoir atteint 600 millions de dollars en 2010, selon des chiffres déjà communiqués par le ministère de l'Énergie, lors d'une édition précédente du Forum. En parallèle, le boom du gaz et du pétrole de schiste aux États-Unis a lourdement pesé sur les exportations algériennes vers ce pays.

Et c'est pourquoi cette édition de 2019 constitue la meilleure occasion pour exposer le fort potentiel de l'Algérie dans le domaine des

hydrocarbures et de plaider pour la relance de ces investissements. Ainsi, les organisateurs ont prévu des présentations variées sur la stratégie de développement de la Sonatrach, ainsi que sur la nouvelle loi sur les hydrocarbures et les potentiels offshore, solaire et renouvelable de l'Algérie.

Grand partenaire énergétique de l'Algérie, les États-Unis sont présents dans le pays à travers une cinquantaine de compagnies pétrolières opérant essentiellement dans l'exploration et la production de brut. ExxonMobil, premier groupe pétrolier américain, longtemps classé comme la plus grande capitalisation boursière mondiale, est en discussion avec le groupe Sonatrach, pour la création d'une joint-venture dans l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures.

En tous les cas, il est utile de rappeler le forum sur l'agriculture axé sur les perspectives de développement de la production laitière en Algérie, organisée en octobre dernier par le Conseil d'affaires algéro-américain (USABC), en collaboration avec l'ambassade d'Algérie à Washington et le Forum des chefs d'entreprises (FCE), à Alger, place aujourd'hui au forum algéro-américain sur l'énergie.

Lafarge-Holcim Algérie exporte 10.000 tonnes de ciment blanc vers l'Afrique du Sud (APS)



Le Groupe Lafarge-Holcim Algérie a effectué mercredi sa première opération d'exportation de ciment blanc à partir du port d'Oran vers Cape-Town (Sud-Afrique), a annoncé le groupe dans un communiqué.

L'acheminement de 10.000 tonnes de ciment blanc "Super White", produit à Oggaz (Mascara), s'inscrit dans le cadre du programme d'exportation, lancé par le groupe en 2018.

Le Groupe Lafarge-Holcim Algérie ambitionne d'exporter 10 millions de tonnes de ciments gris (sous forme de clinker) à l'horizon 2021, notamment vers l'Afrique de l'Ouest.

Pour rappel, le groupe LafargeHolcim Algérie possède deux cimenteries situées à M'Sila et à Oggaz (Mascara) et active en partenariat avec le Groupe Souakri Cilas dans une troisième usine située à Biskra. Il gère aussi en partenariat la cimenterie SCMI de Meftah.

Le nombre total actuel des cimenteries (publiques et privées) en Algérie est de dix-sept (17) d'une capacité globale de 25 millions de tonnes, sachant que la demande nationale a été de 26 millions de tonnes en 2016. Selon les prévisions, la capacité de production du pays devrait augmenter en 2020 à 40,6 millions de tonnes avec 20 millions de tonnes pour le groupe public GICA, et 11,1 millions de tonnes pour LafargeHolcim Algérie ainsi que 9,5 millions de tonnes pour les opérateurs privés.

Banque/bourse/Assurance

Al Baraka Bank : des crédits automobiles financés jusqu'à 90% (Algérie Eco)

La direction d'Al Baraka Bank Algérie offre des facilités pour ses clients souhaitant acquérir de nouveaux véhicules grâce au prêt à la consommation, en prenant en charge toutes les procédures préalables, a révélé ce mercredi le site d'Ennahar.

La direction de la banque compte ouvrir des agences commerciales, afin de répondre aux demandes des clients intéressés par l'acquisition d'un véhicule fabriqué localement. Ils prendront en charge l'étude jusqu'à la livraison du véhicule, et ce, grâce à des conventions signés par la banque avec tous les constructeurs automobiles, afin que le client puisse recevoir son véhicule dans les meilleurs délais.

L'Education nationale et la Santé, les grands bénéficiaires de l'offre S'agissant du financement, la banque peut financer jusqu'à 80% de la valeur totale du véhicule, avec une marge bénéficiaire estimée à 10,30%, à condition que le salaire soit de 50.000 dinars/mois. Le remboursement du crédit se fera sur une période de 5 ans.

Par ailleurs, la banque peut financer jusqu'à 90% du prix du véhicule, notamment pour les catégories professionnelles ayant signé des accords avec la banque, en particulier le secteur de l'éducation nationale, avec une marge bénéficiaire de 7,25%.

Les fonctionnaires de l'Education nationale ne sont pas les seuls à bénéficier de ces crédits, puisque les fonctionnaires du secteur de la santé, en particulier les employés de la Caisse nationale des Assurances sociales et des Travailleurs salariés (CNAS), vont bénéficier des mêmes avantages, avec une marge bénéficiaire de 7,50%.

L'arrivée sur le marché, début 2019, des crédits dits « Hallal » proposés par les Banques Publiques, met la pression sur la banque Al Baraka Bank, qui détient 80% de parts de marché sur ce segment.

Pour conserver sa position de leader du marché des crédits dits Hallal, la banque avait décidé, en janvier dernier, de réduire le délai de remise des chèques pour l'obtention des crédits véhicules à 24 heures.

OCDE: la croissance mondiale atteindra à 3,3% en 2019 (APS)

La croissance de l'économie mondiale n'atteindra que 3,3% en 2019 à cause des tensions commerciales et des incertitudes politiques, selon la dernière prévision publiée mercredi par l'OCDE, qui tablait encore sur 3,5% en novembre.

L'Organisation de coopération et de développement économiques explique ce ralentissement par "la hausse des incertitudes politiques, des tensions commerciales persistantes et une diminution continue de la confiance des entreprises et des consommateurs".

La croissance a été révisée à la baisse dans presque toutes les économies du G20, en particulier pour la zone euro (-0,8 point à 1%) et le Royaume-Uni (-0,6 point) à 0,8%.

L'OCDE souligne que "si le Royaume-Uni et l'Union européenne venaient à se séparer sans accord, la perspective serait significativement plus faible" pour la Grande-Bretagne: son produit intérieur brut (PIB) se trouverait alors amputé de 2% au cours des deux prochaines années, par l'effet de l'application des droits de douanes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le commerce mondial a déjà "fortement ralenti" du fait des barrières commerciales déjà en place, et "les nouvelles commandes mesurées dans de nombreux pays continuent à décliner".

Les restrictions effectives en 2018 "pèsent sur la croissance, l'investissement et les niveaux de vie, en particulier des ménages à faibles revenus", souligne l'OCDE.

L'activité planétaire est particulièrement sensible à un ralentissement qui serait plus prononcé que prévu en Chine, où l'organisation basée à Paris projette une croissance de 6,2% cette année (contre 6,3% en novembre dernier) et de 6,0% en 2020 (inchangé).

"Les tensions commerciales pèsent de plus en plus sur les exportations et la production industrielle" dans la deuxième économie mondiale, constate l'OCDE.

L'organisation a simulé l'effet qu'aurait sur l'économie mondiale un ralentissement chinois plus fort qu'anticipé: une chute de deux points de la croissance du PIB en Chine amputerait la croissance mondiale de 0,4 point de pourcentage. Le Japon, les autres pays d'Asie orientale, les producteurs de matières premières ainsi que l'Allemagne en seraient particulièrement affectés.